



Le Comité de surveillance statistique

Délibération STAT n° 21/2017 du 13 octobre 2017

Objet: demande émanant du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles, Administration générale de l'enseignement, Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire afin d'obtenir de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium la communication de données codées en vue d'établir un indice socio-économique (STAT-MA-2017-022)

Le Comité de surveillance statistique (ci-après "le comité") ;

Vu la loi du 4 juillet 1962 *relative à la statistique publique (ci-après la loi statistique)*;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après la LVP) ;

Vu l'arrêté royal du 13 février 2001 *portant exécution de la loi vie privée* (ci-après l'AR du 13 février 2001) ;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 *fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement du Comité de surveillance Statistique institué au sein de la Commission de la protection de la vie privée* ;

Vu la demande du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles, Administration générale de l'enseignement, Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire reçue le 24/08/2017;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie (Direction générale Statistique – Statistics Belgium) le 19/09/2010;

Vu l'avis technique et juridique reçu le 9/10/2017;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 13 octobre 2017:

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. Le demandeur, le Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles, Administration générale de l'enseignement, Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire, sollicite la communication de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium (ci-après DGSSB) de données codées en vue de l'établissement de l'indice socio-économique pour chaque secteur statistique¹ chaque implantation, chaque établissement de l'enseignement fondamental et secondaire.
2. La demande porte aussi sur l'approbation du contrat de confidentialité à intervenir entre les parties précitées.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE

A. LÉGISLATION APPLICABLE

A.1. Loi statistique publique

3. En vertu des articles 15 et 15*bis* de la loi statistique publique, la DGSIE est habilitée, après autorisation du Comité de surveillance statistique et moyennant un contrat de confidentialité approuvé par ce même comité, à communiquer des données d'étude codées aux destinataires mentionnés dans la loi statistique publique, aux conditions fixées dans cette même loi.

A.2. LVP et arrêté royal du 13 février 2001

4. En vertu de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la LVP et de l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 13 février 2001, des données d'étude codées relatives à des personnes physiques identifiées ou identifiables constituent des données à caractère personnel dont le traitement n'est autorisé qu'aux conditions fixées dans la LVP et dans l'arrêté royal du 13 février 2001.

¹ C'est-à-dire de chaque subdivision territoriale la plus petite déterminée par la DGSSB – Direction générale Statistique - Statistics Belgium

B. BASE LÉGALE DE LA DEMANDE

5. Le demandeur figure au rang des destinataires limitativement énumérés à l'article 15 la loi statistique.
6. Le demandeur peut donc introduire la demande d'autorisation pour obtenir la communication des données en question.

C. FINALITÉS

7. Les données à caractère personnel doivent être traitées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes (art. 4, § 1^{er}, 2^o de la LVP).
8. Le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française² a pour objectif de différencier les moyens humains et financiers alloués à certaines écoles en Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. Cette différenciation est basée sur des critères socio-économiques objectifs (revenu par habitant; niveau de diplôme; taux de chômage, taux d'activité et taux de bénéficiaires du revenu mensuel minimum moyen garanti; activités professionnelles; confort des logements).
9. À partir de ces critères est établi un indice socio-économique pour chaque secteur statistique³, chaque implantation, chaque établissement de l'enseignement fondamental et secondaire. La politique visée permet d'allouer un budget annuel de 70 millions d'euros de moyens complémentaires aux implantations de l'enseignement fondamental et secondaire scolarisant 25% des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire de la Communauté française.
10. Le Parlement a modifié le décret précité le 6 juillet 2017. Dans le cadre de ce décret. Il est prévu de réviser annuellement les indices socio-économiques moyens de chaque implantation de l'enseignement fondamental et secondaire, de chaque établissement de l'enseignement fondamental et secondaire, et des secteurs statistiques et par conséquent les moyens complémentaires qui leur sont octroyés.

² *M.B.*, 09 juillet 2009

³ C'est-à-dire de chaque subdivision territoriale la plus petite déterminée par la DGSSB - Direction générale Statistique - Statistics Belgium

11. Afin d'exécuter les missions confiées, et d'actualiser l'indice, les chercheurs doivent obtenir différentes données.
12. Il s'agit notamment de :
 - données de la Communauté française, Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO), y compris les numéros de registre national (NRN) qui y sont liés;
 - données individuelles détenues par BCSS;
 - données détenues par DGSSB.
13. Les données doivent être agrégées.
14. L'Etnic (Service enseignement) va sélectionner les variables nécessaires pour créer un fichier non anonyme (contenant le NRN des élèves). Ce fichier est transmis à la DGEO qui le transmet à la BCSS qui a besoin du NRN. La BCSS va faire tourner un premier programme dans le logiciel et va coupler les données DGEO + BCSS + DGSSB.
15. Une fois que le fichier contenant les données couplées a été anonymisé, l'Etnic (Service CCBI) va faire tourner un autre programme dans un logiciel à la BCSS. À la sortie de ce programme, un certain nombre de fichiers sont générés qui vont être transmis au service du pilotage.
16. Ces variables vont servir au calcul l'indice socio-économique.
17. Ces finalités répondent aux exigences susmentionnées de la LVP.
18. En vertu de l'article 15 de la loi statistique publique, les données à caractère personnel codées doivent être collectées à des fins statistiques ou scientifiques. D'après la DGSSB, il n'y a aucune objection statistique à cet égard. Le Comité adhère à cet avis.

D. PROPORTIONNALITÉ

D.1. Données demandées

19. Les données ont été précisées dans la demande.
20. Il s'agit de :
 - plus haut diplôme détenu parmi tous les membres du ménage qui ont 18 ans ou plus et qui ont terminé leurs études ;

- existence dans le ménage d'au moins une personne de plus de 18 ans et plus, ayant terminé ses études, et dont le niveau de diplôme est connu (variable binaire - valeur 1=oui ou 0=non)

D.2. Quant à la nécessité d'obtenir des données codées

21. Le Chercheur ne peut recevoir les données à caractère personnel codées que si un traitement de données anonymes ne permettait pas de réaliser les finalités statistiques ou scientifiques visées (article 4 de la LVP).
22. Il ressort implicitement de la demande que, seule la communication de données codées peut permettre de réaliser la recherche.
23. Les finalités justifient donc le traitement de données à caractère personnel codées.

D.3. Quant à la quantité de données

24. La communication de données codées doit être nécessaire à la réalisation de l'étude décrite dans la demande et dans le projet de contrat de confidentialité (article 4, §1^{er}, 3°, de la LVP).
25. La DGSSB précise dans son avis que la proportionnalité est démontrée pour toutes les variables demandées. Le Comité adhère à cet avis.

D.4. Quant à la fréquence de la communication

26. La DGSSB précise que les deux variables demandées sont disponibles immédiatement. Mais, leur transmission se fera après conclusion d'un contrat de confidentialité avec le demandeur ainsi qu'un contrat de sous-traitance avec la BCSS, en sa qualité d'organisation intermédiaire.

D.5. Quant à la durée de recherche et la durée de conservation

27. La durée de la recherche est indéfinie selon le Chercheur. La durée de conservation des données est fixée à 1 an. Cette durée semble raisonnable pour la DGSSB, vu le but et les tâches spécifiques du Chercheur. Le Comité s'y rallie.
28. Une fois passé ce délai, les données et sauvegardes doivent être complètement détruites par le Chercheur. Il n'est pas permis de continuer à utiliser les données d'étude codées plus longtemps pour les mêmes finalités, sauf prolongation accordée. Si les finalités sont atteintes

avant l'échéance de ce délai, les données et sauvegardes doivent être détruites par le Chercheur avant ce terme, c'est-à-dire immédiatement après la réalisation des finalités.

29. La durée de conservation n'excède donc pas la durée nécessaire à la réalisation des finalités (art. 4, § 1^{er}, 5^o, de la LVP).

E. SÉCURITÉ

30. Le Chercheur doit veiller à la protection et à la sécurité des données d'études communiquées (art. 16 de la LVP et 15bis de la loi statistique).

E.1. Conseiller en sécurité

31. Il ressort des documents transmis par le Chercheur que ce dernier dispose d'un conseiller en sécurité de l'information. Selon la demande et les informations communiquées, il semble que l'intéressé peut être accepté en tant que conseiller en sécurité de l'information.
32. Le Comité rappelle au bénéficiaire de l'autorisation ses responsabilités à cet égard.
33. Le bénéficiaire de l'autorisation désigne un conseiller sur la base de ses qualités professionnelles et de ses connaissances spécialisées, en particulier, des pratiques en matière de protection des données et du droit pertinent dans le contexte. Ces capacités permettent au conseiller d'accomplir ses missions et de disposer d'une connaissance suffisante de l'environnement informatique du bénéficiaire de l'autorisation ainsi que de la sécurité de l'information. Le conseiller doit en permanence tenir cette connaissance à jour.
34. Le conseiller fait directement rapport au niveau le plus élevé de la direction du bénéficiaire de l'autorisation.
35. Que le conseiller soit un membre du personnel ou une personne externe, il ne peut pas y avoir de conflit d'intérêts entre la fonction de conseiller et d'autres activités qui sont incompatibles avec cette fonction. En particulier, la fonction ne peut pas être cumulée avec celle de responsable final du service informatique ni avec celle de personne assumant le niveau le plus élevé de la direction du bénéficiaire de l'autorisation (par exemple directeur général).
36. Le bénéficiaire de l'autorisation veille à ce que le conseiller puisse exercer ses missions en toute indépendance et à ce qu'il ne reçoive aucune instruction pour s'en acquitter. Le conseiller ne peut être relevé de ses fonctions ou pénalisé pour l'exercice de ses missions.

37. Si les tâches de conseiller sont confiées à plusieurs personnes, la responsabilité finale doit être confiée à une seule d'entre elles pour faire rapport au niveau le plus élevé de la direction quant aux activités communes et pour assumer le rôle de personne de contact à l'égard du Comité.
38. Le bénéficiaire de l'autorisation aide le conseiller en fournissant les ressources et le temps nécessaires pour exercer ses missions et en lui permettant d'entretenir ses connaissances spécialisées. L'accès aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement est notamment fourni au conseiller. Le bénéficiaire de l'autorisation veille à ce que le conseiller soit associé, d'une manière appropriée et en temps utile, à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel.
39. Le Comité se réserve le droit de contrôler le respect de ces obligations.

E.2. Politique de sécurité

40. Il ressort des documents transmis par le Chercheur que ce dernier dispose d'une politique de sécurité.
41. La déclaration de conformité en matière de sécurité accompagnant la demande de communication des données et le contrat de confidentialité permet d'établir qu'une réponse positive a été donnée à toutes les questions relatives à la sécurité à l'exception de la documentation. Cela justifie un avis positif, d'après la DGSSB.

E.3. Personne physique responsable

42. L'identité de la personne physique responsable a été communiquée. Il s'agit du Directeur général adjoint - Service général de l'Enseignement fondamental ordinaire et de l'Enseignement spécialisé. Celui-ci est personnellement responsable du respect de toutes les obligations concernant l'exécution de la loi statistique publique, de la LVP, de leurs arrêtés d'exécution, de toute autre disposition légale ou réglementaire de protection de la vie privée, des dispositions de la présente décision du Comité et des dispositions du contrat de confidentialité.
43. Cette personne exercera un contrôle effectif de l'utilisation licite des données fournies.

44. Les mesures dont il est question aux points E.1. à E.3. inclus, qui doivent garantir la protection et la sécurité des données d'étude transmises, comme l'exigent l'article 16 de la LVP et l'article 15*bis* de la loi statistique publique, sont efficaces si elles sont contrôlées et suivies de façon stricte dans la pratique.

E.4. Séparation d'autres traitements

45. Le Chercheur doit séparer le présent traitement des données dont il est question ici pour les finalités indiquées des autres traitements de données à caractère personnel dont il est éventuellement responsable.

E.5. Interdiction de décodage

46. Le Chercheur doit s'engager contractuellement à mettre en œuvre tous les moyens possibles afin d'éviter que soit retrouvée l'identité des personnes auxquelles les données à caractère personnel communiquées se rapportent. Le Chercheur doit s'abstenir d'effectuer des opérations visant à convertir des données codées en données non codées.

E.6. Interdiction de couplage

47. Le Chercheur ne peut pas tenter de coupler les données à caractère personnel obtenues à des données à caractère personnel qui lui ont déjà été transmises en application d'autres autorisations.

F. AUTRES CONDITIONS D'UTILISATION

F.1. Diffusion des résultats

48. Le Chercheur doit veiller, après analyse et utilisation des données, à ce que les résultats soient publiés et diffusés sous forme anonyme et globale, de sorte que les données à caractère personnel ne puissent être directement ou indirectement identifiées.
49. Au moins 15 jours avant leur diffusion, le Chercheur doit les soumettre à la DGSSB et cette dernière peut éventuellement en interdire la diffusion. Le terme "diffusion" doit être entendu dans un sens très large qui tient compte de l'évolution de la société de l'information. Il couvre toute diffusion qu'elle se fasse de manière écrite, orale ou électronique.

F.2. Contrôle

50. Le Chercheur accepte expressément que des représentants du Comité aient, à chaque instant et sans mise en demeure préalable, accès aux locaux et à l'infrastructure informatique où les données communiquées sont conservées, pour contrôler l'exécution des dispositions de la décision qu'elle a prise, des dispositions de la loi statistique publique, de ses arrêtés d'exécution et des dispositions du contrat de confidentialité.
51. Sur simple demande, le Comité peut obtenir l'accès à d'autres locaux et à d'autres systèmes TIC afin de contrôler si aucune violation des dispositions de sa décision, des dispositions de la loi statistique publique, de ses arrêtés d'exécution et des dispositions du contrat de confidentialité n'est commise.

F.3. Recherche au sens de l'article 15, alinéa 1er, 4° de la loi statistique

52. La demande précise les méthodes d'analyse et les normes de recherche qui seront utilisées par le Chercheur. La DGSSB considère que la recherche est effectuée conformément aux normes scientifiques en vigueur et avec des méthodes d'analyse adéquates. Le Comité adhère à cet avis.

G. CONTRAT DE CONFIDENTIALITÉ

53. Les données d'études sont communiquées au Chercheur en vertu d'un contrat de confidentialité qu'il conclut avec la DGSSB.
54. Le contrat de confidentialité, dont le projet a été joint en annexe de la demande de communication des données, fixe les conditions auxquelles les données peuvent être mises à disposition par la DGSSB et utilisées par le Chercheur.
55. Le contrat de confidentialité contient au moins les mentions légalement obligatoires telles que définies à l'article 15bis de la loi statistique publique, dont la durée du contrat de confidentialité. Cela ne signifie aucunement qu'au terme de ce délai contractuel, la confidentialité des données elles-mêmes peut être rompue. Elle doit dès lors être respectée de manière illimitée dans le temps.

56. Les dispositions contractuelles relatives à la vie privée et à la confidentialité figurant dans le contrat de confidentialité sont reprises dans la présente décision du Comité, ce qui permet ainsi également à des personnes étrangères au contrat de confidentialité de s'adresser au Comité qui peut donc contrôler le respect des conditions auxquelles les données peuvent être utilisées par le Chercheur.

III. DÉCISION GÉNÉRALE

57. Lors du traitement des données à caractère personnel obtenues, le Chercheur doit tenir compte de la LVP, de la loi statistique publique, de leurs arrêtés d'exécution et de toute autre disposition légale ou réglementaire de protection de la vie privée, des dispositions de la présente décision du Comité et des dispositions du contrat de confidentialité qu'il aura conclu avec la DGSSB.

IV. DÉCISION SPÉCIFIQUE

58. Le Comité décide que :

- le Chercheur dispose d'un fondement légal pour réclamer les données d'étude codées demandées ;
- la communication au Chercheur des données d'étude codées demandées est autorisée en vue des finalités visées ;
- la durée de conservation est fixée à 1 an maximum à partir de la réception des données visées, sans pouvoir excéder la durée nécessaire à la réalisation de la recherche ;
- l'étude ne portera que sur les données demandées dont question au point D.1. ;
- la transmission des données demandées se fera après conclusion d'un contrat de confidentialité avec le demandeur ainsi qu'un contrat de sous-traitance avec la BCSS, en sa qualité d'organisation intermédiaire

PAR CES MOTIFS,

Le Comité,

1° autorise la Direction générale de la Statistique – Statistics Belgium à communiquer les données d'étude codées susmentionnées au Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles, Administration générale de l'enseignement, Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire;

2° décide que la présente autorisation n'est valable que si et aussi longtemps que les conditions de la présente délibération sont remplies ;

3° approuve le contrat de confidentialité y afférent, aux conditions précitées.

L'Administrateur f.f.,

Le Président,

(sé) An Machtens

(sé) Gert Vermeulen